N° 000. MERCREDI 9 DÉCEMBRE 1863. 8me année

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT : Pour Roubaix, 25 » francs par an. » » 14 » » six mois. » » 7 50 » trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITTE, BULLIER et Cie, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITTE, BULLIER et Cie, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX

8 décembre 1863.

Le *Moniteur* d'aujourd'hui contient dans sa partie non-officielle la réponse de l'Empereur de Russie et celle des Rois de Saxe et de Wurtemberg à la proposition d'un Congrès.

La situation financière s'empire en Angleterre ; on a même des craintes de voir s'élever bientôt l'escompte à 9 pour cent. Il se pourrait alors que le Gouvernement fût forcé de suspendre l'acte de constitution de la Banque qui fixe à 8 pour cent le maximum du taux d'escompte.

Des lettres du palatinat de Lublin parlent de plusieurs combats livrés à la fin du mois dernier par les détachements de Krytinski, Eminowicz et Kozlowski.

Une rencontre sanglante a eu lieu à Jadbw, en Mazovie ; des blessés russes ont été amenés à Varsovie, le 28.

Le même jour, les Russes ont arrêté, à Varsovie, 103 personnes, parmi lesquelles plusieurs fonctionnaires publics, comme MM. Gliszczynski, Morawski, etc.

Les nouvelles reçues de New-York, en date du 25 novembre, prouvent par leur ensemble combien la position des confédérés devient difficile. Les fédéraux auraient été maîtres des hauteurs de Mountain et de Missionary-Ridge. Le general Grand aurait fait 5000 prisonniers et enlevé 40 canons, sans perdre plus de 600 hommes. L'armée séparatiste est en retraite, les fédéraux la poursuivent.

A Knoxville la situation paraît s'être améliorée pour l'armée des Etats-Unis, la ville n'étant plus complétement investie. Burnside tient toujours la place, mais on n'a pas de détails sur les combats livrés par ses troupes aux séparatistes.

Les avis de Charleston sont du 20. Les fédéraux avaient détruit la muraille du fort Sumter bordant la mer; mais les confédérés construisaient sur les ruines des batteries à l'épreuve de la bombe.

Les nouvelles de Shang-Haï sont du 26 octobre. Le général Gordon s'était emparé de Patholhon, de Seckadis et de Pulinowow.

Le Japon est plus tranquille.

Par la même voie, on a appris que le missionnaire anglais Ellis a fait savoir au gouverneur de Maurice que Radama vivait et qu'avant peu il serait rétabli sur son trône.

Les Etats-Unis de Colombie sont tourmentés par une fermentation démagogique d'autant plus redoutable qu'elle prend sa source dans une hostilité de races. Les nouvelles de Bogota, en date du 16 octobre, apprennent que, dans la République, l'ancienne lutte entre les jeunes gens de famille et les artisans s'est ranimée plus vive que jamais. Les artisans attaquent à coups de bâtons tous les *cochacos* ou porteurs de paletots qu'ils rencontrent le soir dans les rues. En outre, le commerce est alarmé par la prétention des artisans de s'opposer à l'introduction des marchandises étrangères, vendues meilleur marche que les produits indigènes.

J. REBOUX.

La situation monétaire en Angleterre est aussi mauvaise qu'en 1857. La Banque vient d'élever le taux de l'escompte à 8 °/° et l'on craint une prochaine augmentation.

La chronique du *Stock Exchange* donne de la panique monétaire les explications qui suivent :

« Le coton croit et se multiplie dans des conditions qui dépassent tous les calculs. L'Asie-Mineure, la Turquie d'Europe ont un rendement supérieur du double à celui que l'on prevoyait. C'est mieux encore en Egypte, où les envois d'espèces se multiplient pour payer les livraisons faites et les achats à livrer. Aux Antilles, au Bresil, au Cap de Bonne-Esperance, aux Indes-Orientales, la culture du précieux textile s'elargit incessamment sous l'influence d'un prix hautement rémunérateur. Le but poursuivi par le commerce et l'industrie de la Grande Bretagne avec une activité extraordinaire et une vigueur sans pareille est presque atteint, et le vide causé dans la production cotonnière par la guerre civile aux Etats-Unis sera comble d'ici à deux ans, si cette guerre fratricide se prolonge jusque-là. Il ne faudrait cependant point s'exagérer la mise dehors de fond que les encouragements et les avances aux cultivateurs ont provoquée. Autrefois, le coton américain était payé en grande partie au moyen des marchandises européennes. Mais aujourd'hui la balance commerciale étant contre les Etats-Unis, ceux-ci payent en numéraire ce qu'ils tirent d'Europe. Ce même numéraire sert en grande partie aux achats de la fibre produite ailleurs que sur le territoire de l'ancienne Union. Pour obéir à d'autres évolutions, l'argent n'est ni plus absorbé ni plus raréfié que jadis. On peut même affirmer qu'il existe en quantite plus considérable qu'à aucune autre époque. »

Un article inséré dans le *Journal la Statistique* démontre d'une manière eloquente quelle pourrait être la conséquence du Congrès.

L'Europe compte en ce moment 3 millions 815,847 soldats, dont la dépense annuelle s'élève à 3 milliards 500 millions de francs. Voici dans quelles proportions les principales puissances de l'Europe contribuent à cet énorme effectif et à cette lourde dépense.

Autriche, 467,000 soldats coûtant 336 millions ; France, 513,000 soldats coûtant 688 millions ; Prusse, 212,000 soldats coûtant 156 millions ; Angleterre, 300,000 soldats coûtant 677 millions ; Russie, 1 million de soldats coûtant 329 millions ; Italie, 314,000 soldats coûtant 329 millions; Turquie, 424,000 soldats, dépense inconnue ; Danemarck, 50,000 soldats, et Suède, 67,000. Les autres Etats secondaires à l'avenant.

Ceux qui traitent d'*utopie* le projet de congrès propose à l'Europe par l'Empereur des Français se résignent donc à voir les nations européennes continuer indéfiniment à dépenser le tiers ou la moitié de de leurs ressources disponibles pour entretenir des armées qui les ruinent ! Eh bien, soit ! mais alors qu'une bonne fois pour toutes ils osent envisager l'abîme qui se creuse devant eux et dans lequel ils se précipitent de gaîté de cœur.

(MOUTTET.)

Les avocats de la politique anglaise.

S'il est un fait accepté, proclamé, non-seulement en France, mais dans toute l'Europe, comme ayant toute la puissance d'un axiome, c'est celui que, depuis l'origine du projet du canal de Suez, le gouvernement anglais n'a pas cessé de faire une opposition acharnée et de susciter des obstacles de toute espèce à cette entreprise.

Les calomnies contre la politique française, les diffamations les plus odieuses contre les personnes, les intrigues souterraines, mais connues à Constantinople et au Caire, ce gouvernement, dans ce but, n'a reculé devant aucun moyen.

L'opinion publique ne s'est pas trompée, sur la source d'où provenaient les nouveaux embarras qu'on cherche à créer à cette affaire. En France, en Italie, en Autriche, en Espagne, partout on s'est unanimement accordé pour reconnaître dans ces nouvelles intrigues la main du gouvernement anglais.

Cette universalité du sentiment public gêne beaucoup quelques journaux qui, en France, se sont fait depuis quelque temps les auxiliaires de Nubar-Pacha.

Ils ne négligent rien pour détourner de leur conduite la responsabilité morale qui les menace et pour tâcher de persuader à l'opinion que le gouvernement anglais est parfaitement innocent de tout ce qui se passe.

Se plaçant dans cette thèse à la suite de la *Semaine financière*, le *Temps* du 4 décembre vient de composer et de publier un plaidoyer aussi faible qu'embarrassé en faveur de la diplomatie et de la politique anglaise dans toutes ces circonstances.

A l'entendre, le gouvernement britannique est aussi innocent de toute opposition au canal, que l'enfant qui vient de naître.

Cette thèse n'est pas soutenable, et nous défions le *Temps* de répondre d'une manière quelque peu satisfaisante aux questions suivantes :

Est-il vrai qu'à diverses reprises le gouvernement ottoman a déclaré que de son chef il n'avait pas d'objections contre l'execution du percement de l'isthme ?

Est-il vrai qu'il n'a cessé de protester que sa résistance ne provenait que d'une opposition et d'une influence étrangères ?

Est-il vrai que cette opposition et cette influence aient été et soient exclusivement l'influence et l'opposition du gouvernement anglais ?

Est-il vrai que ce gouvernement a fait de nombreuses représentations verbales et a adressé des notes écrites même au gouvernement français contre cette entreprise ?

Est-il vrai que jusqu'à son départ de Constantinople lord Strattford de Redcliff ait usé et abusé de sa propotence impérieuse sur le Divan et sur le sultan pour les empêcher d'accorder leur assentiment public à cette œuvre ?

Est-il vrai que sir Henry Bullwer, qui lui a succédé à l'ambassade de Constantinople, ait constamment suivi la même voie ?

Est-il vrai qu'après être allé voir les choses de ses yeux, sir Henry Bulwer a de nouveau pesé sur le ministère turc pour lui imposer la note du 6 avril 1863 ?

Est-il vrai qu'à cette époque, au moment où le sultan se préparait à se rendre en Egypte, l'ambassadeur anglais redoublait d'activité, ne cessant d'obséder les ministres et le sultan lui-même ?

Est-il vrai que ce même ambassadeur a scandalisé tout le corps diplomatique en poursuivant contre toutes les convenances et les lois de l'étiquette le sultan jusqu'à bord du vaisseau qui levait l'ancre pour le transporter en Egypte ?

Est-il vrai qu'un complot était ourdi pour frapper un grand coup au moyen du voyage du sultan après son arrivée à Alexandrie, et que ce complot n'a échoué que devant l'attitude ferme de notre consul général, M. Tastu ?

Est-il vrai que les propositions présentées par Nubar-Pacha à la Compagnie de Suez ne sont pas autre chose qu'un extrait et une application de la note du 6 avril ?

Le *Temps* voudra-t-il bien répondre à ces questions ? nous en doutons. Car nous appréhendons beaucoup que son parti ne soit pris et son siége fait.

Le *Temps*, pour le besoin de sa cause, écrit l'histoire anglaise à sa façon. Notre devoir est de la rétablir dans sa vérité.

Depuis 1856, ce n'est pas un seul ministère, ce sont tous les ministères qui ont suivi, à propos du canal, la politique de lord Palmerston, et les torys dont il parle, pour leur jeter toute la responsabilité du cas, sont peut-être ceux qui y ont montré le moins d'acharnement. Ce que le *Temps* paraît ignorer, c'est que le *Foreing-office* a ses traditions et ses routines invétérées auxquelles les ministres qui s'y succèdent sont impuissants à se soustraire. Pour le canal de Suez, les trois ministères qui se sont succédé depuis qu'il en est question, lord Clarendon, lord Malmesbury, lord Russell ont volontairement ou involontairement subi le même joug. Lord Clarendon, qui n'était pas un tory, est un de ceux qui ont montré le plus de répugnance contre le percement de l'isthme et l'ont combattu avec le plus de passion.

Quant à lord Malmesbury, le canal lui était assez sympathique dans la conversation avant d'être ministre, mais son entrée au *Foreing-office* ne tarda pas à lui inspirer des sentiments contraire. Nous

---

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

DU 9 DÉCEMBRE 1863.

— N° 58. —

LE FIDÉICOMMIS*

CHAPITRE XXXVII.

(Suite).

Pendant le voyage — car la jeune dame était assez bien rétablie pour supporter cet aveu — il lui fit pour la première fois le récit des tortures qu'il avait éprouvées à la nouvelle de la délivrance de sa belle-sœur, puis des moyens auxquels il avait eu recours dans son désespoir, et qu'Eugénie était obligée maintenant d'approuver et de taire, par amour, dit-il, pour lui et pour leur fils. D'ailleurs, ajouta-t-il, l'acte de naissance est déjà expédié à Rinholm.

Alors seulement une étincelle d'énergie s'éveilla chez la baronne. Dans le premier moment de son désespoir de son action, que tout son amour ne pouvait l'empêcher de qualifier de vol infâme, elle résolut de s'y opposer, en dépit de tout ce qui était déjà fait. « Jamais, jamais ! « s'écria-t-elle. » Si tu crois, répondit-il, que je survivrai à cette honte, tu es dans l'erreur. Je ne te ferai pas encore connaître ma résolution. Réfléchis d'abord à la tienne ! »

Ils traversaient un pays boisé, sombre et désert ; M. de Vallis descendit de voiture. La baronne tenait sur ses genoux son enfant endormi.

« Où vas-tu, Malchus ? demanda-t-elle.

— Là-haut, pour admirer un beau point de vue. Si tu veux m'accompagner, donne l'enfant à la bonne ! » Celle-ci avait été engagée en route et elle ignorait l'incognito auquel ses maîtres venaient de renoncer.

La baronne suivit silencieusement son mari.

Arrivé sur le penchant escarpé d'une montagne, au pied de laquelle un torrent se brisait, avec un bruit effrayable, contre des rochers aigus, M. de Vallis s'arrêta. « Eugénie, dit-il d'une voix séductrice qui pénetra jusqu'au cœur de sa femme, Eugénie, mon épouse adorée, vois-tu les tourments, les tortures du remords qui me déchirent ? Je donnerais ma vie pour être à cette heure le plus pauvre des hommes ! Je la donnerais mille fois pour sauver mon honneur, sans lequel il m'est impossible de vivre. Prononce maintenant. — Veux-tu me donner le repos en jurant de garder le secret ! Tu vois à tes pieds ton époux implorant ta pitié. — Si tu ne veux pas tu seras libre dans un instant d'agir comme bon te semblera ! Jette les yeux sur ce torrent ; tu l'entends mugir ? Si tu refuses, c'est lui qui deviendra mon refuge. Tu sais, Eugenie, que j'ai du courage ; mer paroles ne sont pas une vaine menace.

— Je ne puis, Malchus, je ne puis faire ce serment ! Mais fuyons dans quelque coin de la terre si retiré que le mépris ne puisse nous y atteindre. »

Il secoua négativement la tête, le désespoir dans les yeux.

« Eh bien, Malchus, reprit la baronne, dont la voix tremblante exprimait la plus touchante résignation, je te suivrai dans l'abîme, je ne te quitte pas ! »

Cette résolution romanesque n'était nullement du goût de son mari, qui, naturellement, n'avait jamais eu l'intention d'executer sa menace. Irait-il, lui, l'homme du monde aux manières exquises, irait-il mourir de la sorte ? Non, c'eût été par trop vulgaire, et d'ailleurs il était trop lâche pour cela. Il fallait donc triompher des scrupules de cette femme aux sentiments delicats.

« Eugénie, que dis-tu ? Veux-tu abandonner ton enfant, le laisser sans père, ni mère, ni honneur ? Comment te montrerais-tu d'une cruauté si contraire à la nature ? Pourrais-tu, dans un moment de délire, commettre ce crime révoltant ? Tu n'es pas une mère ! Et puis, si nous périssions ensemble ici, comment les droits du fils de ta sœur seraient-ils connus ?

— Non, je ne veux pas mourir ! s'écria la malheureuse Eugénie en gémissant. Tu as raison, je ne peux pas mourir !

— Mais je le puis, moi ! » s'écria-t-il avec impétuosité, et pour produire un heureux effet, il fit un saut en avant. Le succès couronna cette feinte tentative : Eugénie le saisit par la taille et le retint de toutes ses forces, en disant : « Je jure de me taire, car je ne puis pas non plus te voir mourir. Mais, à partir de ce moment, je mourrai d'une mort lente, d'un combat qui ne cessera qu'avec ma vie. » Et la baronne jura de garder le secret, et ce serment lui ravit pour jamais la paix de son âme.

Pendant quelques années, M. de Vallis s'efforça, par des procédés pleins de tendresse, d'adoucir la mélancolie et l'agitation du cœur de la baronne. Mais plus tard, lorsqu'il se vit tout-à-fait certain de la possession du bien usurpé, ses sentiments perdirent de leur chaleur. Toujours attentif, toujours poli et esclave des convenances, il passait, aux yeux des étrangers, pour un époux modèle. Eugénie n'en sentait pas moins qu'il ne l'était plus; et, comme son propre amour s'était également éteint et pour toujours, il ne lui restait plus rien que l'habitude toute puissante d'une aveugle commission.

Les enfants de la baronne étaient encore une consolation pour elle dans ces jours de lentes tortures. Mais Klas Malchus, ce fils si chèrement acheté, développa de bonne heure une singularité de caractère et une mélancolie que sa mère n'était pas capable de dissiper. Au contraire, elle aimait et entretenait son goût pour les occupations solitaires, et il voyait rarement d'autres enfants ; on l'élevait dans la tristesse et dans les larmes, et sa mère le soutenait et l'excusait toujours. Quant à sa fille, la baronne s'aperçut de bonne heure qu'il n'existait pas entre elles deux une grande sympathie ; et, quoiqu'elle aimât beaucoup son Isabelle, elle consentit à la laisser élever dans un milieu plus gai et plus convenable pour elle que la maison de ses parents. C'est à la veuve du chambellan que fut confié ce soin, qui entraînait une si grande responsabilité ; mais une fois Isabelle installée chez son opulente tante et Klas Malchus mis en pension, alors seulement la baronne sentit bien tout le poids de sa misérable existence. Le colonel d'année en année avait des manières plus glaciales et plus calculées; tout son être son corps comme son âme, ressemblait à une pierre chatoyante assez finement taillée pour être enchâssée partout dans cet anneau artificiel qu'on appelle le monde. *Le monde* — c'est-à-dire la partie de la société que le colonel appelait ainsi — était tout, à ses yeux ; aussi avait-il *tout* sacrifié afin d'y conquérir une position brillante pour lui et pour ses descendants.

Cependant il fut obligé d'attendre longtemps avant de recueillir le fruit de tant d'années d'inquiétude. Tandis qu'il avait compté régner lui-même à Rinholm durant une longue minorité de son fils, celui-ci avait presque vingt ans lorsque le beau-père, ce tenace vieillard, laissa enfin au colonel le champ libre pour s'installer, comme nous l'avons vu, dans le fidéicommis. Mais l'année n'avait pas achevé son cours que la Némésis vengeresse frappait à la porte du colonel pour revendiquer son droit.

Ce fut un règne bien court !

Mais, avant de revenir au point où nous avons interrompu notre récit, il nous reste, pour y établir un enchainement complet, à mentionner la circonstance qui avait allumé dans l'âme ouverte et candide de Richard un incendie si dévorant.

On se rappelle que l'honnête docteur Maning, après avoir pansé le bras de Richard à l'auberge de Duringe, refusa d'accepter un salaire ; car, selon ses propres expressions, il ne se fesait jamais rétribuer les petits services extra qu'il rendait accidentellement en voyage. Cependant le fier jeune homme, qui avait à cœur d'acquitter sa dette, demanda au docteur son

(*) Reproduction interdite.